



24 JANVIER 2017 COMMUNIQUÉ Fessenheim : La bataille continue ! **DE PRESSE**

Le Conseil d'Administration d'EDF s'est réuni ce jour pour examiner, sur pression gouvernementale, la fermeture de la centrale de Fessenheim.

FO exprime, une nouvelle fois, en appui aux salariés de Fessenheim massivement en grève (à 76%), que la fermeture de cette centrale serait un gâchis pour la Nation et une absurdité économique et environnementale au moment où la COP 21 fait de la lutte contre le CO2 une nécessité pour la planète.

FO rappelle que cette centrale a été récemment jugée par l'ASN une des plus sûres de France.

Elle a surtout rappelé que c'est grâce au nucléaire, mais aussi à l'hydraulique et au thermique que nous avons passé le début de l'hiver et non pas comme l'a dit, au mépris de la réalité, Mme Royal grâce aux énergies intermittentes qui ont eu un rôle totalement négligeable au moment du passage des pointes électriques.

FO condamne l'attitude scandaleuse de Mme Royal qui a exercé un chantage indigne de ses fonctions sur EDF et contraire aux valeurs de la République en menaçant EDF de représailles si le CA ne votait pas selon ses souhaits.

FO souligne enfin que la loi de transition énergétique, que FO a combattu, n'impose nullement la saisine du CA d'EDF en janvier, mais permettait d'attendre en juin, soit après les élections présidentielles et législatives. La précipitation de cette saisine est donc une basse manœuvre politicienne.

Ce contexte de mobilisation et de colère des personnels a lourdement pesé.

Certes, les administrateurs indépendants ont voté la convention d'indemnisation - pourtant notoirement insuffisante- de Fessenheim qui a été adoptée compte tenu de la voix prépondérante du Président Lévy.

En revanche, et c'est là un point essentiel, la demande par EDF d'abroger l'autorisation d'exploiter la centrale de Fessenheim n'a pas été examinée par le CA comme l'exigeait Mme Royal.

C'est là un formidable encouragement pour les personnels!

Plus que jamais, rien n'est plié et la lutte continue pour la défense du service public, de l'outil de travail et des emplois !

